
Les savoirs archéologiques au Maghreb

Un débat entre François-Xavier Fauvelle, Kahina Mazari, Meriem Sebaï et Ahmed Skounti, mené par Clémentine Gutron

François-Xavier Fauvelle, Clémentine Gutron, Kahina Mazari, Meriem Sebaï et Ahmed Skounti

**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/perspective/7422>

DOI : [10.4000/perspective.7422](https://doi.org/10.4000/perspective.7422)

ISSN : 2269-7721

Éditeur

Institut national d'histoire de l'art

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 15-29

ISBN : 9782917902394

ISSN : 1777-7852

Référence électronique

François-Xavier Fauvelle, Clémentine Gutron, Kahina Mazari, Meriem Sebaï et Ahmed Skounti, « Les savoirs archéologiques au Maghreb », *Perspective* [En ligne], 2 | 2017, mis en ligne le 30 juin 2018, consulté le 01 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/perspective/7422> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/perspective.7422>

Les savoirs archéologiques au Maghreb

un débat entre François-Xavier Fauvelle, Kahina Mazari, Meriem Sebaï et Ahmed Skounti, mené par Clémentine Gutron

On dit souvent du Maghreb qu'il est un « carrefour de civilisations ». Ce qui est certain, c'est que Berbères, Carthaginois, Romains, Vandales, Byzantins et Arabes y ont laissé des traces : des milliers de vestiges sont répertoriés, des centaines de sites archéologiques classés, une vingtaine de biens culturels inscrits sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO. Des institutions et des lois y structurent l'activité archéologique ; des filières universitaires y forment des corps de spécialistes ; des programmes de recherche nationaux, bilatéraux ou internationaux y sont actifs ; les résultats de ces opérations de terrain sont régulièrement publiés dans des revues, des monographies et des beaux-livres. Au Maghreb encore, se produisent des découvertes susceptibles de réviser notre chronologie. Là-bas, des musées exposent des pièces réputées exceptionnelles – y seraient notamment conservées les plus belles collections de mosaïques du monde (fig. 1). Et la démographie des panthéons de héros des nations maghrébines se distingue par son dynamisme : l'hominidé du Jebel Irhoud, dernier né en puissance, aura tôt fait de devenir l'homologue putatif des Massinissa, Hannibal, saint Augustin, la Kahéna, Ibn Khaldoun et autres personnages illustres qui peuplent ces sanctuaires imaginés.

Tout ceci pour dire qu'au Maghreb, on pratique l'archéologie, on forme des archéologues, on crée des sites archéologiques, on écrit des histoires, on construit des généalogies. Il y a là, en somme, autant de faits historiques singuliers, de constructions sociales situées dans une temporalité donnée et inscrites dans un environnement particulier, notamment politique, culturel et géographique. Autrement dit, les savoirs archéologiques sont aussi, potentiellement, des objets d'étude. Et nous remercions le comité de rédaction de Perspective – et plus particulièrement Alain Schnapp – d'avoir sollicité un débat sur ce thème aux enjeux variés. Enjeu pour la recherche en sciences sociales : travailler sur les savoirs archéologiques contribue tant au renouvellement des études aréales sur le Maghreb, aujourd'hui souvent centrées sur l'analyse des bouleversements politiques et religieux récents, qu'à celui des études postcoloniales, dans la mesure où c'est bien aussi l'écriture d'une histoire des relations scientifiques, culturelles et politiques entre la France et les différents pays du Maghreb qui se joue ici. Plus largement, cette thématique, qui affronte des questions épistémologiques fortes, notamment sur les rapports problématiques entre l'archéologie, l'histoire et l'anthropologie, contribue à la diversification en cours des Sciences Studies, en faisant des sciences de l'homme, des savoirs parmi d'autres, a priori plus orthodoxes. Enjeu de société également : documenter et analyser les rapports des sociétés aux traces matérielles de leurs passés, en les resituant dans la profondeur de leur histoire, paraît d'autant plus nécessaire dans un contexte marqué par une certaine radicalisation des discours et des pratiques identitaires.

François-Xavier Fauvelle est historien de l'Afrique. Directeur de recherche CNRS à l'université de Toulouse Jean-Jaurès, il codirige (avec Elarbi Erbati) les fouilles de Sijilmâsa au Maroc. Il est l'auteur d'une vingtaine d'ouvrages et d'une centaine d'articles d'histoire et d'archéologie. On lui doit notamment *Le Rhinocéros d'or. Histoires du Moyen Âge africain* (Paris, 2013) et *À la recherche du Sauvage idéal* (Paris, 2017).

Clémentine Gutron est historienne. Lauréate du programme « Accueil de chercheurs de haut niveau » de l'ANR, elle est chercheuse au laboratoire TRACES où elle coordonne une recherche sur les savoirs archéologiques et les pratiques patrimoniales au Maghreb (XIX^e-XXI^e siècles).

Kahina Mazari est doctorante en anthropologie à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris) et membre de l'Institut des mondes africains (IMAF). Ses recherches portent sur les usages et les pratiques, académiques comme populaires, des archéologies antiques en Algérie. Depuis la rentrée 2016, elle codirige

le séminaire « Nouvelles perspectives sur l'histoire du Maghreb (XVIII^e-XXI^e siècle) » à l'EHESS.

Meriem Sebaï est historienne, maître de conférences à l'université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne en histoire ancienne. Spécialiste de l'Afrique romaine, elle est impliquée dans différents partenariats avec des universités tunisiennes dans le cadre de la formation et de la recherche en archéologie et patrimoine.

Ahmed Skounti est anthropologue, docteur de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS, Paris). Professeur à l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine, il est spécialiste du patrimoine culturel et expert consultant auprès de l'UNESCO sur la Convention de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel de 2003 dont il a été l'un des rédacteurs.

Pour mener à bien des enquêtes historiennes et anthropologiques sur les savoirs archéologiques au Maghreb, les observateurs du contemporain ont besoin des spécialistes des sciences du passé, fussent-ils préhistoriens, antiquisants ou médiévistes : de leur accord dépend souvent l'accès aux données – à un chantier de fouille, à un site dont ils ont la responsabilité, à des archives scientifiques et/ou personnelles ou encore à des sources orales. Si la réciproque n'est pas vraie – c'est-à-dire, si les archéologues n'ont, quant à eux, pas besoin des spécialistes du contemporain pour conduire leurs recherches sur des vestiges du passé –, il n'est néanmoins plus à démontrer combien ce type de travaux peut être utile à leur entreprise¹. Il faut inventer et expérimenter de nouvelles formes de collaboration ; les uns et les autres auraient tout à y gagner. C'est pourquoi les contributeurs à ce débat, que je remercie chaleureusement de s'être prêtés au jeu, ont des profils variés [Clémentine Gutron].

Clémentine Gutron. « Les Français, et par leur race et par leur culture, sont ici [au Maroc] les vrais héritiers des Romains et par leur seule qualité de Français, ils ont sur le pays plus de droits que les Arabes² » : c'est en ces termes que l'archéologue Louis Chatelain introduisait, en 1918, la présentation des recherches entreprises sur le site de Volubilis par le Service des Antiquités du Maroc, alors sous Protectorat. Si les usages politiques des savoirs archéologiques au Maghreb durant la période coloniale ont fait l'objet d'un certain nombre de travaux, peu de choses s'écrivent sur leurs reconfigurations plus contemporaines. Au moment des indépendances pourtant, l'Algérie, le Maroc et la Tunisie ont dû trouver, chaque fois de manière spécifique, d'autres référents, travailler à l'élaboration de généalogies illustres et toujours plus lointaines : comment les représentants des nouvelles archéologies nationales ont-ils géré l'héritage scientifique colonial ? Et dans quelle mesure l'archéologie a-t-elle été mobilisée dans la construction identitaire de ces États-nations ?

François-Xavier Fauvelle. Je voudrais revenir sur la première partie de la question de Clémentine, celle qui part de l'argument de Louis Chatelain estimant que les Français avaient davantage de droits que les Marocains à entreprendre des fouilles sur les sites antiques tels que Volubilis. C'est un argument banal de l'archéologie coloniale, et on

le rencontre partout, par exemple en Rhodésie coloniale, l'actuel Zimbabwe³. Là, les premiers archéologues occidentaux estimèrent qu'il était de leur devoir de fouiller les grands sites bâtis qui ressemblent à des forteresses, à l'instar du fameux site de Grand Zimbabwe. On est alors dans le dernier tiers du XIX^e siècle, et l'on ne sait pas encore que ces sites datent de l'époque médiévale. Les interprétations coloniales de ces sites sont alors partout analogues : ils auraient été construits et occupés par des Phéniciens, des Hébreux, des Égyptiens anciens, ou encore d'autres civilisations classiques de ce type, qui seraient venus là pour exploiter les mines d'or, lesquelles sont invariablement

1. Une salle du musée du site de Djémila, en Algérie.



identifiées aux « mines du roi Salomon » de la Bible. On pourrait multiplier les exemples dans d'autres pays colonisés d'Afrique où l'archéologie s'est appuyée sur la présence d'un colonisateur antérieur, quitte à l'inventer. Les archéologues disent en somme : « Nous avons un droit à fouiller parce que nous sommes les héritiers de ceux qui ont laissé ces vestiges. » Mais de quel héritage parle-t-on ? S'agit-il d'une sorte de connivence empathique entre gens civilisés ? Nous serions autorisés à fouiller parce que nous comprendrions mieux que les gens du pays les vestiges laissés par d'autres colonisateurs, comme si ce droit de la guerre créait une sorte de parenté symbolique, comme un légataire gère un héritage. Parle-t-on plutôt d'une véritable généalogie, au sens où nous serions autorisés à fouiller parce que nous serions les authentiques descendants des Romains ou, disons, des civilisations méditerranéennes ?

Ce que recouvrent exactement ces affirmations des archéologues est une question qui n'est pas entièrement résolue. Je n'ai pas de réponse, mais je pense qu'on ne peut pas se contenter de commenter ces discours comme s'ils formaient une simple superstructure idéologique accompagnant la colonisation. Car, au-delà de leur banalité, il reste quand même que la naïveté de l'argumentaire surprend. Qui pouvait croire à cette parenté fictive ? Qui pouvait penser qu'elle fournissait une justification acceptable ? Clémentine soulève la question des « usages politiques des savoirs archéologiques », mais je crois qu'il faudrait aussi l'examiner dans l'autre sens : celui des applications archéologiques de l'idéologie politique de la colonisation.

Meriem Sebaï. Effectivement, la conquête, l'exploration et la découverte des grands sites archéologiques du Maghreb ont fonctionné comme un ferment de l'idéologie politique française qui permit aux acteurs de la colonisation de s'incarner dans l'idée d'une grande Rome. À partir de 1956, les artisans des indépendances maghrébines, puisant dans un imaginaire historique dense et complexe, forgèrent des contre-mythes africains destinés à donner corps à l'histoire ancienne des Maghrébins, notamment à travers la référence à des figures de résistances militaires. Si Elyssa, Hannibal, Jugurtha ou Tacfarinas ont pu être, à différents moments de la construction des États maghrébins, des modèles de réappropriation positive d'un ancrage dans un passé africain glorieux, on a le sentiment que l'archéologie peine à trouver sa place dans ces configurations identitaires antiques.

Elle y occupe un espace ambivalent où se mêlent héritage scientifique colonial et difficulté à concevoir un avenir archéologique national serein. En Tunisie, l'élaboration d'une vulgate se référant à des héros africains, parmi lesquels Jugurtha et Tacfarinas font office de favoris, prolonge des thèses maintenant anciennes plaçant les Tunisiens dans un *continuum* historique illusoire, au cœur d'une résistance contre l'envahisseur romain, qui se serait perpétuée contre les Vandales, les Byzantins et les Français. Cristallisées autour des notions de berbérisme et d'africanité, ces formes de construction paradigmatique pour la Tunisie de Bourguiba ont constitué le socle identitaire autour duquel ont été réélaborés des savoirs archéologiques forgés par les cultures savantes d'époque coloniale et postcoloniale. Je pense par exemple à la manière dont Jugurtha fut « tunisifié » au détour d'une formule d'Amintore Fanfani s'adressant à Habib Bourguiba, alors « Combattant suprême » : « En somme, Monsieur le Président, vous êtes un Jugurtha qui a réussi⁴ ! » On ne peut qu'être saisi par la savoureuse fulgurance érudite d'une telle création généalogique par un lointain émule de Marius face à cette figure phare de la résistance maghrébine à la colonisation. L'unité de lieu cristallise aussi dans un jeu de miroirs inversés la création du mythe. L'entrevue eut lieu au Kef, la Sicca Veneria antique, où Salluste⁵ place un épisode malheureux pour Jugurtha dans son conflit avec Rome. Engendré par un représentant de la démocratie chrétienne italienne qui avait un temps côtoyé la mouvance fasciste, ce jeu généalogique qui connut la prospérité que l'on sait dans le mythe bourguibien n'eut pas, en revanche, d'écho particulier parmi les élites universitaires. En définitive,



2a-b. Dinar tunisien avec Habib Bourguiba à l'avant, Jugurtha au revers, 1969.

cette réécriture mythologique d'une histoire contemporaine tisse des liens avec une figure qui, loin de camper une africanité monolithique, formule en clair-obscur une synthèse identitaire riche en représentations méditerranéennes antiques : un dynaste numide probablement élevé comme ses pairs à l'école de la Grèce et de Rome. Le lien généalogique avec un Bourguiba est donc tout à fait pertinent dans la mesure où il réalisait la synthèse⁶ (fig. 2a-b).

Kahina Mazari. Durant l'ère Boumédienne (1965-1976), le jeune État-nation algérien annonce en premier lieu l'exclusivité de l'option « arabe » ou, plutôt, fait le choix d'un ancrage culturel fondateur « non-latin » du fait de civilisation indigène. Dans cet esprit, le domaine de la recherche archéologique est invité à participer au mouvement de « réécriture de l'histoire » afin de révéler, par la preuve archéologique, l'existence d'un génie propre qui ne ferait plus des Maghrébins de simples récepteurs passifs de cultures allogènes hostiles depuis la plus haute antiquité ; et ce depuis l'aube de l'humanité pour le domaine préhistorique. Se dessine alors l'ambition de révéler un *continuum* temporel propre à remettre en cause le parti pris qui faisait de l'Antiquité romaine le seul moment de civilisation viable, jusqu'à la conquête française de 1830. Or, même si l'idéal colonial comme l'idéal national ont pu influencer la discipline, les grandes déclarations de principe nationaliste ne recoupent pas exactement la réalité de la pratique et des travaux de l'archéologie algérienne ; ainsi, si les intitulés changent, les contenus peinent à se transformer. En fait, loin de rompre avec la génération précédente d'archéologues, les nouveaux archéologues algériens poursuivent leurs enquêtes en archéologie et en épigraphie classique et musulmane à la suite des travaux entamés avant l'indépendance. Prenons l'exemple de l'édition scientifique : dans le domaine de la préhistoire, de la protohistoire et de l'anthropologie culturelle, la revue *Lybica*, fondée en 1953, conserve son nom. En revanche, le domaine de l'archéologie historique marque symboliquement le passage à l'indépendance par une nationalisation de sa section « archéologie et épigraphie » en *Bulletin d'Archéologie Algérienne* (BAA). Dès l'introduction⁷ du premier volume, le BAA exprime effectivement d'abord la volonté de donner plus de visibilité à une archéologie historique de la période musulmane encore marginale⁸. Cependant, leurs publications se succèdent quasiment sans interruption thématique et sans renouvellement significatif des contributeurs jusqu'à la fin des années 1980, moment qui correspond à l'arrêt de la publication. S'il faut chercher une rupture dans la pratique de l'archéologie en Algérie, c'est à partir de cette période qu'il faut explorer et non au moment de l'indépendance.

Ahmed Skounti. Tout d'abord, merci pour l'invitation à prendre part à ce débat. Je réagis d'abord à la citation de Louis Chatelain pour dire combien il se trompait au sujet des arabophones qu'étaient devenus les habitants de la région de Volubilis au début du XX^e siècle. En en faisant des Arabes, il en fait des étrangers qui n'ont pas d'attaches avec le pays et son histoire. Or, l'on sait que la majorité de ces habitants sont des Berbères ou Amazighes arabisés progressivement et lentement suite à l'arrivée de l'Islam aux VII^e-VIII^e siècles.

Quant à votre question, elle comprend deux aspects : la manière dont les archéologies « nationales » ont géré l'héritage scientifique colonial et la question de savoir si

l'archéologie a été mobilisée dans la construction identitaire de l'État-nation. Aux deux, je répondrai que nous manquons d'enquêtes et de recherches pour pouvoir y répondre sur la base de données tangibles et suffisamment crédibles. Au Maroc, les archéologues n'ont pas entamé de véritable réflexion sur leur discipline. Peut-être n'en ressentent-ils pas le besoin ; peut-être n'ont-ils pas suffisamment de distance pour entreprendre cette réflexion. Les autres chercheurs issus d'autres disciplines n'ont pas non plus étudié l'archéologie et les archéologues au Maroc. Je viens moi-même d'élaborer et de soumettre à l'Institut national des sciences de l'archéologie et du patrimoine (INSAP) de Rabat, dont je relève, un projet dans ce sens. Il comprend deux volets : l'archéologie sous protectorat français et espagnol, d'une part, et l'archéologie depuis l'indépendance jusqu'à nos jours, d'autre part. Cela me permet de faire le lien avec le second aspect de votre question, car là aussi nous manquons de recherches et de données pour nous exprimer sur l'usage ou les usages de l'archéologie au Maroc. Mais on peut dire sans se tromper que cette discipline demeure très marginale, si ce n'est absente, de la construction du « récit national ». Celui-ci fait remonter l'origine du Maroc (et *al Maghrib*) à l'arrivée d'Idriss I^{er} (788-791), descendant du Prophète par le calife Ali, et de ce fait ascendant de la dynastie alaouite actuelle. L'historiographie officielle qui se fonde principalement sur les textes et les récits semble ne pas avoir besoin de l'archéologie pour étayer un récit qui doit beaucoup plus à la croyance qu'à la connaissance.

Du côté de la société, cependant, on sent croître un intérêt certain ces deux dernières décennies pour l'archéologie. La récente découverte des restes du plus ancien *homo sapiens* au Jebel Irhoud, dans l'arrière-pays de Safi, au Maroc, datés de 315 000 ans, a définitivement consacré cet intérêt qui est en train de devenir un engouement (fig. 3 et 4). Les médias, les réseaux sociaux et les discussions de café en ont fait un sujet de débat qui a suscité un regain d'intérêt pour la discipline de l'archéologie.

Clémentine Gutron. *La conjoncture internationale marquée par la destruction de sites historiques en Syrie ou en Irak nous rappelle combien la question du rapport au passé, en Méditerranée comme ailleurs, peut s'avérer conflictuelle. Si le patrimoine du Maghreb n'a pas connu de telles avaries, on se souvient néanmoins de la vague d'assassinats qui a frappé, dans l'Algérie de la décennie noire, les archéologues et les antiquisants spécialisés dans l'étude de l'« âge de l'ignorance » (Jâhiliyya). Ceci pour dire que la relation à l'héritage antéislamique dans les pays du Maghreb majoritairement arabo-musulmans*

3. Vue du site de Jebel Irhoud (vers le sud), au Maroc.





4. La mandibule du plus ancien représentant connu de notre espèce (Irhoud 11, *homo sapiens*), découverte à Jebel Irhoud par une équipe internationale dirigée par Jean-Jacques Hublin (Institut Max-Planck d'anthropologie évolutionniste de Leipzig/Collège de France) et Abdelouahed Bencer (Institut national des sciences de l'archéologie, Rabat).

et anciennement colonisés par une France qui s'est précisément appliquée à valoriser ce patrimoine antique peut être problématique. Diriez-vous qu'il y a, aujourd'hui, des passés plus encombrants que d'autres au Maghreb ? Si oui, ces représentations ont-elles des incidences dans les politiques scientifiques de ces pays ? Ou bien dans les orientations de la recherche archéologique développée sur place ?

Ahmed Skounti. Encore une fois, et je parle du Maroc, nous manquons d'études et de recherches sur ces questions importantes. Tout semble accréditer l'idée d'une place modeste attribuée à l'archéologie. L'INSAP est le seul établissement de formation et de recherche en la matière. Ouvert en 1986, il a formé près de trois cent étudiants en trente ans, ce qui est somme toute très modeste. À l'université, il n'existe pas de département d'archéologie, bien que quelques archéologues enseignent dans les départements d'histoire. Quoique l'enseignement de celle-ci commence à peine à changer ces dernières années, l'histoire porte toujours moins sur le monument que sur le document, moins sur l'artefact que sur le manuscrit.

L'Institut royal de la recherche sur l'histoire du Maroc, créé par le Roi en 2006, est rattaché au Palais royal. Défini comme un « établissement national de recherche scientifique », il est chargé d'« activer la recherche dans l'histoire du Maroc, et de promouvoir la connaissance du passé proche et lointain du Maroc, en vue d'ancrer l'identité marocaine et de raffermir la mémoire collective », lit-on dans l'article 2 du *dahir* (« décret ») portant création de l'Institut⁹. Il est tout de même significatif de relever que l'archéologie n'est pas mentionnée comme source de l'histoire nationale et que l'intérêt porte, dans l'ordre, sur le passé « proche et lointain » ! Il y a, semble-t-il, comme une méfiance de ce que l'archéologie puisse altérer le récit national considéré comme immuable. L'Institut a tout de même publié une synthèse de l'histoire du Maroc en 2011 qui retrace l'histoire du pays depuis la préhistoire jusqu'au XX^e siècle sur la base des résultats les plus récents, y compris dans les divers domaines de l'archéologie.

Kahina Mazari. Les antiquités romaines sont l'objet de toutes les attentions en Algérie. Si l'on en reste à la déclaration de naissance du Centre national de recherche en archéologie (CNRA) en 2009, un besoin impérieux de compenser l'impression d'ubiquité

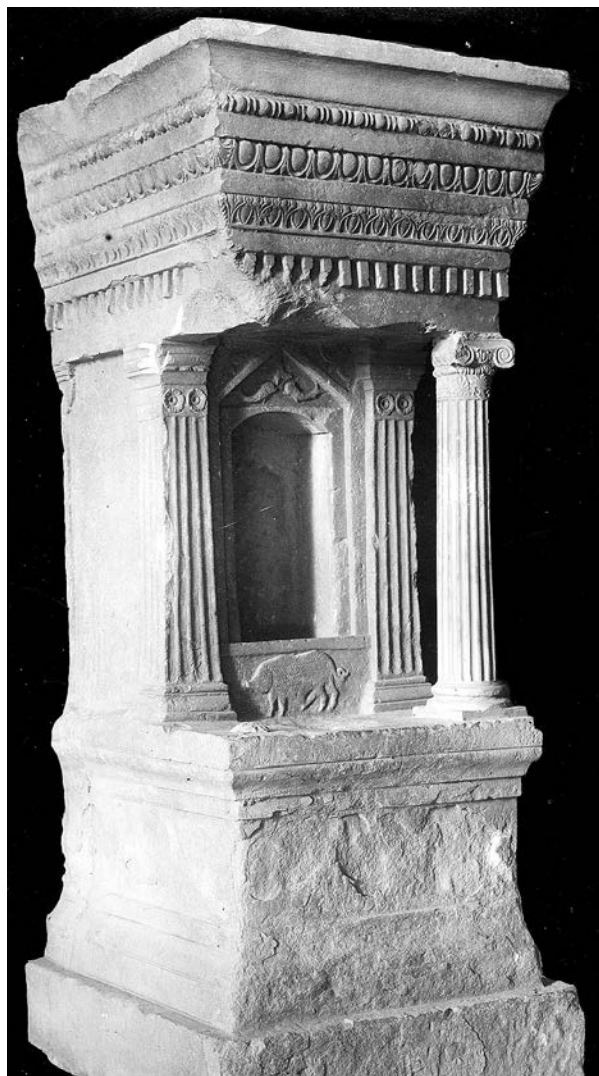
des études latines dans les travaux de recherche sur le Maghreb historique paraît toujours d'actualité. Pour réduire enfin cet écart dans la production scientifique¹⁰, le conseil scientifique du CNRA doit produire des programmes de recherche qui rétablissent la hiérarchie identitaire nationale dans ses domaines d'intervention. À ce titre, l'archéologie est bien investie d'une mission de service national, et dont la définition conceptuelle n'est pas si différente du rôle dont le pouvoir colonial l'avait investie en son temps. L'objectif est double : d'abord contrer la propension des « institutions de recherches étrangères » à investir démesurément le « patrimoine antique » au détriment du patrimoine libyque, punique et musulman. Mais surtout résoudre le « déséquilibre dans les choix de sujets de recherche qui offrent davantage de possibilités de réussite » comparativement aux dimensions libyque, punique et musulmane du patrimoine archéologique. Vaste chantier si l'on considère que l'essentiel des fonctions de l'ex-Agence nationale d'archéologie et de protection des monuments et sites historiques, ses archives, ainsi que ses antennes régionales ont été confiées à l'Office de gestion et d'exploitation des biens culturels (OGEBC), dont la mission principale est l'extraction d'une valeur ajoutée strictement économique du patrimoine archéologique par sa mise en valeur touristique. Sans compter que le CNRA doit aussi pallier la séparation des études archéologiques et historiques depuis les années 1970.

Paradoxalement, le ministère de la Culture algérien n'est pas en reste dès lors qu'il s'agit d'utiliser le patrimoine antique spécialement. Après un premier classement symbolique en 1980 de la Qal'a des Beni Hammad, le choix des sites proposés pour le classement au patrimoine mondial de l'UNESCO fait la part belle à la période antique : Djémila (**fig. 5a et b**), Timgad et Tipasa ont toutes été classées en 1982. Classements auxquels s'ajoutent, sur la liste indicative, « les sites, lieux et itinéraires augustiniens ». C'est d'ailleurs la figure de saint Augustin qui est choisie pour inaugurer la réouverture culturelle de l'Algérie à l'échelle internationale à l'issue de la décennie de terrorisme des années 1990¹¹. En interne, le CNRA est également en concurrence avec une autre institution de recherche, le Centre national de recherches préhistoriques, anthropologiques et historiques (CNRPAH), bien mieux implanté scientifiquement, et dont les prérogatives intéressent directement l'archéologie libyque et punique.

Les archéologues du CNRA pourront néanmoins prochainement bénéficier d'un Centre arabe d'archéologie en cours de construction sur le site antique de Tipasa. Commandé par l'Organisation arabe pour l'éducation, la culture et les sciences (ALECSO), ni sa fonction ni son programme ne sont encore définis, à l'exception du projet de carte et d'inventaire du matériel archéologique à la suite de l'atlas archéologique de Stéphane Gsell (1864-1932), père fondateur de l'archéologie scientifique

5a-b. Panneau indiquant les ruines romaines de Djémila ; vue du site archéologique, 2014.





6. Photographie de l'autel au sanglier de Thuburbo Maius, baptisée par erreur « autel à la truie », I^{er} siècle av. notre ère (conservé à Tunis, Musée national du Bardo), Paris, bibliothèque de l'Institut national d'histoire de l'art, fonds Poinssot, 106, 084, 03, 13.

en Algérie. À bien y regarder, le passé antique semble bien plus rentable qu'encombrant. En revanche, il en va tout autrement, semble-t-il, des « archéologues-historiens ».

Meriem Sebaï. À mon sens, le passé polythéiste fait partie de ces « passés encombrants ». L'appréhension, la compréhension et l'intégration du polythéisme comme une part active des identités qui se mêlent dans l'espace nord-africain n'a pas encore été pensé comme un passé possible et intelligible. Là encore les idéologies colonialistes et nationalistes ont traité le problème de façon unilatérale et monolithique et, je dirais, d'une même voix, en plaquant des conceptions religieuses monothéistes contemporaines sur des réalités historiques et archéologiques complexes, différentes et étrangères à la multiplicité du divin. Certes, les visées idéologiques étaient radicalement différentes : légitimer une politique d'assimilation dans le cadre d'un rapport de forces, pour les uns ; œuvrer à la récupération de l'identité bafouée des populations du Maghreb, pour les autres.

Le Maghreb antique – libyque, punique et romain – concevait le divin comme un espace pluriel. Cette conception polythéiste se différencie de l'éternité d'un dieu unique, d'une parole révélée, d'un dogme, elle est fondamentalement marquée par le pluralisme et l'ouverture à de nouvelles figures divines. Dans la Tunisie du protectorat comme dans la jeune république arabe, le monde divin antique était envisagé en fonction d'une recherche de l'origine conçue comme un hénouthéisme préparant le lit du christianisme puis de l'islam.

Cette pensée historiographique pétrifiant le polythéisme dans une conception actuelle du religieux fait écho à la recherche d'aujourd'hui, car elle prolonge des thématiques axées sur la connaissance d'une divinité essentialiste plutôt que des sociétés divines antiques. Les répercussions épistémologiques sont observables tant dans le quotidien administratif que dans les recherches

actuelles. Une anecdote peut éclairer les incidences scientifiques d'une recherche déconnectée de la compréhension des contextes et des sources antiques. En 2006, l'octroi de bourses de recherche aux étudiants tunisiens dont le sujet de thèse portait sur le polythéisme était écarté, au prétexte que seuls les sujets de thèses concernant l'islam pouvaient bénéficier d'un financement étatique. Dans le monde savant, les thématiques transversales et diachroniques concernant le religieux sont pensées en fonction d'un référentiel qui puise dans l'univers monothéiste : ainsi réfléchira-t-on aux « lieux saints », à la « religiosité » ou à « l'expérience intérieure », quand les antiquisants privilégieront une réflexion fondée sur la pratique, « les lieux de culte » (**fig. 6**), « le rite », « les communautés religieuses ». Le temps est toutefois aussi à la réévaluation des sources religieuses antiques opérée à l'aune des nouvelles perspectives de recherches archéologiques dont certains programmes universitaires ambitionnent tant l'inventaire des lieux de culte que des études de terrains dans une perspective dépouillée de toute idéologie¹².

Clémentine Gutron. *Parce qu'elle participe au remodelage incessant des représentations que les sociétés se font d'elles-mêmes et parce qu'elle agit concrètement sur des territoires donnés et sur les populations qui les occupent, l'archéologie a des effets qui dépassent largement la sphère académique. Que dire du rapport des sociétés maghrébines aux savoirs archéologiques et, plus largement, aux ruines ?*

Meriem Sebaï. Je commencerais par évoquer un souvenir qui a accompagné mes années de recherche doctorale. Sous l'ère Ben Ali, lors d'une visite du site de Mustis, je discutais avec la personne qui était en charge de la surveillance du site et guidait les touristes. Alors que nous étions devant le temple de la Fortune, à nos pieds courait la frise du temple où se déployait la formule de dédicace ; il traduisit : « Liberté, égalité, fraternité » là où était gravé : *FORTVNAE AVGVSTAE SACRVM*. Décontenancée, je lui demandais comment il savait cela, il me répondit qu'élève à l'école élémentaire du Krib, le village limitrophe du site, son instituteur organisait des visites dans les ruines de Mustis. C'était de lui qu'il tenait le sens de ces trois mots latins. La création d'une correspondance entre le triptyque républicain et cette formule de dédicace dessine la personnalité d'un instituteur de l'époque de Bourguiba, né sous le protectorat. Soucieux de donner du sens aux ruines, de répondre à des élèves curieux. En superposant Fortune et Marianne, il ne faisait que répandre l'idée de la laïcité de Rome, une idée forgée par l'historiographie occidentale du XX^e siècle qui exprimait l'anticléricalisme des premiers historiens de Rome. Au-delà de l'anecdote, cette transmission de la Tunisie laïque de Bourguiba montre comment les ruines pouvaient être interprétées à l'aune d'un imaginaire du politique, soumises à une véritable *interpretatio tunisiana* qui inclut des idées, des principes, des valeurs ressenties comme universelles.

Depuis les événements de janvier 2011, la société tunisienne entreprend de s'emparer de ses sites et de se réapproprier ce territoire archéologique qui a été l'enjeu de politiques successives de légitimations. Je pense à un professeur de lettres, originaire d'Agareb, en Tunisie, qui me disait récemment qu'enfant il empruntait, pour aller à l'école, un chemin qui passait devant un cimetière où se dressaient des tombeaux de saints que la mémoire collective assimile aux compagnons de Sidi Agareb, le fondateur du village. Empruntant le même trajet pour se rendre sur son lieu de travail, il prit conscience de l'existence sur ce même site de ruines antérieures, antiques. Cette prise de conscience entraîna la découverte que la carte archéologique de la Tunisie, réalisée entre 1892 et 1913, n'avait pas inclus cette région du Sud de la Tunisie. Ces ruines qui font partie du patrimoine matériel, visuel, vécu, transmis, quotidien de tous les habitants d'Agareb n'ont pas encore été inventoriées et étudiées par le monde savant (fig. 7). C'est donc avec l'impérieuse nécessité de donner du sens à ces ruines, de les intégrer dans l'épaisseur de l'histoire locale que cet enseignant réfléchit actuellement à la meilleure manière de mettre en lumière ce site : organiser des visites pour ses élèves, mobiliser et sensibiliser la population, créer une association de sauvegarde du site, intéresser les autorités, combler la carte archéologique de la Tunisie. Cette réappropriation des ruines d'Agareb par l'un de ses enfants marque un renouveau du regard des Tunisiens envers leurs ruines ; elle est d'autant plus intéressante qu'elle permet de mettre au jour un patrimoine délaissé tant par les élites politiques que par les élites savantes.

Kahina Mazari. Les savoirs comme les artefacts de l'archéologie sont toujours un objet de revendication en Algérie. D'abord, occuper le terrain du patrimoine

7. Vue du site de Sidi Agareb, en Tunisie, avec la nécropole du XIV^e siècle, le cimetière musulman actuel et le lycée d'Agareb à l'arrière-plan, octobre 2017.





8. Christian Darles, le mausolée de Mohammed al-Aqwas, appuyé contre la muraille médiévale de la ville de Sijilmâsa, 1^{er} juin 2013.

archéologique revient à remettre en cause la légitimité de l'État dans la protection du « trésor de guerre national » et par extension, de l'ensemble du domaine public. La présence d'un site archéologique, généralement à l'abandon, peut ainsi être une occasion d'intervenir sur l'organisation sociale et politique de la cité sans risquer d'y engager le stigmate disqualifiant d'un parti politique. De ce fait, les créateurs de projets ou d'associations de protection du patrimoine, souvent associées à la protection de l'environnement, profitent du rayonnement culturel d'un site pour interpeller les instances nationales et internationales quant au dénigrement que la population alentour subit. Et dans l'établissement de ce rapport de force avec les autorités publiques, le message est passé, les ruines antiques sont privilégiées.

Pour ce qui relève de la dimension culturelle, le discours « civil » sur les antiquités est de prime abord assez surprenant car il « remploie » – au sens archéologique justement – des pans entiers de littérature coloniale, le plus souvent glanées sur internet à partir de sites de nostalgiques de l'Algérie française... Cela s'explique surtout par l'absence de mise en discours littéraire et artistique valorisante et vulgarisée sans pour autant que ce discours ne renvoie irrémédiablement à la guerre de libération nationale. On retrouve par exemple le concept de « Ville d'or », développé pour la promotion de l'Afrique latine autour du Centenaire de la colonisation, comme mode de description des grandes villes d'Algérie. Il y a bien eu de la part des professionnels de l'archéologie et du patrimoine la volonté de pallier l'absence d'une mise en discours renouvelée. Née dans l'effervescence de l'après 1988, l'Association algérienne de sauvegarde et de protection du patrimoine archéologique (ASSPPA) a joué ce rôle. Des archéologues, des historiens, des juristes, des agents du patrimoine sonnent l'alarme et invitent la population algérienne à s'investir dans la réappropriation de son patrimoine archéologique. Pour ce faire, ses membres diffusent le matériel nécessaire à une prise en charge locale, tant conceptuelle que pratique, des espaces et sites archéologiques algériens. Ainsi, cette organisation hybride mêlant vertueusement culture savante et populaire a ouvert en son temps un espace réflexif original, malheureusement avorté avec les années de terrorisme. Depuis lors, le discours commun sur les archéologies semble suspendu dans un temps intermédiaire entre le colonial et le postcolonial.

François-Xavier Fauvelle. Pour ma part, je ne peux juger du rapport des sociétés maghrébines aux ruines qu'au travers du cas marocain, et encore seulement au travers du prisme du site archéologique de Sijilmâsa (**fig. 8 et 9**), où mon équipe met au jour depuis plusieurs années les vestiges de la cité islamique qui était la grande ville carrefour du Sud marocain. Ce rapport est ambivalent. D'une part le site a été abondamment pillé, en tout cas à certaines époques. Il est bien sûr courant qu'un site à l'abandon fasse l'objet de remplois, les habitants de la région venant y récupérer tout ce qui peut l'être, en particulier des matériaux durs. Il y en a peu à Sijilmâsa, une ville bâtie et plusieurs fois rebâtie en pisé, c'est-à-dire en terre banchée. Néanmoins on observe que les carreaux de dallage de certaines structures médiévales ont été systématiquement prélevés, et ce probablement dès les décennies qui ont suivi l'abandon de ces secteurs. D'autre part, il a existé aussi un désir d'appropriation de la *baraka* particulière du site en fixant des mausolées sur des vestiges antérieurs, ou plus généralement en faisant jouer aux mausolées le rôle de protecteurs du site. Ces dynamiques contraires, que l'on pourrait appeler sécularisation et sanctuarisation des ruines, n'ont pas nécessairement joué au



même moment, ni dans les mêmes contextes, ni n'ont forcément été portées par les mêmes groupes sociaux. Prendre en compte ces aspects, par une sorte d'archéologie du rapport aux ruines (et non seulement des ruines elles-mêmes) permet de mieux comprendre ce que nous trouvons et ce que nous ne trouvons pas. Mais c'est également une façon de penser la société dans son rapport au temps, et non seulement de fouiller au milieu d'une société comme si les ruines lui étaient étrangères.

9. Mausolée de Mohammed al-Aqwas, Sijilmâsa (Rissani, région de Tafilalet, au Maroc), 2015.

Ahmed Skounti. Je commencerais par les ruines sur lesquelles nous disposons de recherches qui méritent d'être approfondies. Je pense, notamment, à la perspective ouverte par Jocelyne Dakhli¹³. Au Maroc et plus généralement au Maghreb, les ruines étaient et sont encore souvent attribuées à des allochtones, qu'il s'agisse de Romains, de Portugais ou d'autres. Ainsi, le site archéologique de Volubilis était appelé, jusqu'au début du XX^e siècle, Ksar Feraoun, « Palais de Pharaon ». La mémoire collective, marquée par des événements, des personnages ou des conquêtes dévastatrices, a attribué des vestiges des générations passées, parfois de ses propres ascendants ou prédécesseurs, à des étrangers. La rupture culturelle, parfois culturelle, entraîna un rejet des ascendants dans une forme d'altérité. C'est, en tout cas, une hypothèse de travail qui me semble intéressante.

Quant au rapport des sociétés maghrébines aux savoirs archéologiques, il m'est difficile d'en parler, encore une fois, en raison du manque de recherches et d'études. Il faudrait mener une enquête à ce sujet. Un domaine qui semble intéressant et avéré est la recherche de trésors, domaine dans lequel les Marocains se sont rendus maîtres, de l'aveu même d'historiens médiévaux comme Léon L'Africain. Un lien a souvent été établi avec l'archéologie. Les gens considèrent que l'acte de fouiller ne peut pas avoir

des raisons uniquement scientifiques et que la recherche d'un trésor est un motif non avoué des archéologues. Il faut dire que les archéologues n'ont pas toujours aidé les populations locales à se faire une idée plus juste du trésor recherché : celui des indices qui permettent d'en savoir davantage sur le passé de la région ou du pays. Fort heureusement, les choses tendent à changer aujourd'hui. Les équipes travaillent beaucoup à la sensibilisation et font travailler les autochtones parmi les ouvriers sur les chantiers. Une expérience a lieu sur le site d'Iguiliz dans l'Anti-Atlas, berceau de la dynastie almohade, où l'équipe des archéologues coordonnée par Ahmed Ettahiri, Abdellah Fili et Jean-Pierre Van Staëvel a établi une communication continue avec la population du village voisin du site et l'a conduite à s'approprier le travail réalisé et ses résultats.

Clémentine Gutron. *Longtemps, les archéologues ont considéré « les savoirs archéologiques » comme un domaine réservé. Dans un mouvement en plein essor, on voit se développer, à côté d'études d'archéologie réflexive, des travaux en histoire et anthropologie des sciences prenant précisément pour objet ces « savoirs archéologiques ». Quel est, selon vous, l'intérêt de cette démarche appliquée aux cas maghrébins ?*

Kahina Mazari. Le premier intérêt de la démarche anthropologique est qu'elle invite à revenir sur le terrain pour y observer l'archéologie en train de se penser et de se faire, et non telle que nous nous la figurons à partir de prises de position définitives renvoyant dos à dos situations coloniale et postcoloniale ; les continuités conceptuelles y sont bien plus présentes que les ruptures. De plus, la pratique de l'archéologie dépend bien plus matériellement du contexte politique, social et économique que les autres domaines des sciences de l'Antiquité comme la philologie. Ainsi la démarche anthropologique permet d'observer les rapports de force identitaires et sectoriels en jeu dès lors qu'il s'agit de mettre en lumière un élément du patrimoine archéologique national en Algérie. Reprenons pour exemple la production scientifique, ou plutôt sa quasi-absence. Sa situation illustre bien le décalage manifeste entre, d'une part, les déclarations de souveraineté de l'État algérien qui s'agit à grand renfort de discours nationaliste et, maintenant, d'infrastructures qui peinent encore à sortir du stade de la friche et, d'autre part, elle révèle que la fermeture du terrain archéologique concerne majoritairement les archéologues-historiens algériens. S'occuper ainsi du traitement réservé aux archéologies qui n'en finissent pas d'être nationalisées revient à poursuivre la réflexion sur la question nationale dans les anciennes colonies et sur les modes de constructions identitaires nationales et historiques au regard de leur prise en charge plus ou moins bien réussie de l'héritage culturel colonial.

Ahmed Skounti. Cette démarche est très utile à mon avis. Une réflexion critique sur l'histoire de la discipline archéologique, ses présupposés théoriques et ses méthodes en mutation constante est à même de rendre service aux archéologues eux-mêmes. C'est d'ailleurs le sens du projet de recherche que j'ai mentionné auparavant et que je conduis au Maroc. L'idée est de comprendre la naissance et le cheminement de l'archéologie en tant que discipline et sa place au sein du paysage scientifique d'aujourd'hui. L'investigation compte se baser à la fois sur les archives et les publications pendant un siècle d'histoire (1912-2017), mais aussi sur les témoignages des archéologues retraités ou actifs. Si possible, une ethnographie de la fouille archéologique, y compris de sa relation avec la population locale, sera conduite pour comprendre cette pratique scientifique dans le Maroc d'aujourd'hui. Il s'agira ensuite de voir si les savoirs archéologiques sont ou ne sont pas « utilisés » par la société et comment. Les programmes et les manuels scolaires en sont les supports privilégiés.

Meriem Sebaï. Ces nouvelles pratiques adoptées par les sciences humaines constituent un champ d'étude inédit et fécond¹⁴. Au Maghreb, le processus est en cours. Il dessine les nouveaux enjeux politiques et sociaux qui permettront de faire la lumière tant sur les sociétés archéologiques que sur les individus qui gravitent autour de l'archéologie¹⁵. Observer, enquêter sur l'environnement social, politique, culturel de l'archéologue, sur ses réseaux scientifiques, sur les marges des chantiers de fouille sont autant d'objets d'une nouvelle archéologie patrimoniale plus organique, plus vivante, voire plus intime. Depuis une décennie environ, les antiquisants s'emparent d'un vaste territoire documentaire inédit, peu exploité, ou de façon encore isolée, qui fait entrer le chercheur dans un monde parallèle qui va peut-être le conduire à s'éloigner de l'académisme élitiste dans lequel il est parfois trop confiné. Les archives de la découverte et de l'exploration de l'Afrique du Nord qui viennent d'être complétées par la collection aux dimensions tentaculaires du fonds Poinssot¹⁶, permettent de se pencher sur les modalités d'une science en marche et, surtout, de replacer le chercheur dans son quotidien, de mesurer l'écart qui le sépare du site et par la même occasion de rendre compte de la place des exclus, des êtres de l'ombre, de ceux qui agissent loin de la rigueur scientifique, dans le silence, mais qui pour autant n'ont pas moins participé aux rouages de l'archéologie maghrébine. Les photos, les notes, les correspondances font apparaître les noms, les visages, les activités des ouvriers, des guides (rôles qui se superposent parfois), les touristes cultivés en visite, les intellectuels de passage, les chercheurs de trésors, un groupe hétérogène dont l'étude est aujourd'hui indispensable pour redéfinir la fonction et le sens de l'archéologie d'hier et d'aujourd'hui. Les aventures invraisemblables, les saintes querelles entre amateurs et savants, tout ce qui a pu être relégué par une recherche sérieuse, fondée sur une méthode scientifique, peut aujourd'hui paradoxalement compléter et combler des vides interprétatifs, des zones d'ombres entourant l'histoire de tel ou tel chantier archéologique. C'est à une archéologie du portrait, par touches sensibles, à laquelle nous convient les archives du Maghreb (**fig. 10**).

Dans cette phase de découverte et de tâtonnement, les archives tiennent un rôle de passeur. Car lorsque l'archéologue réfléchit à ses propres pratiques, lorsque dans un mouvement de balancier, entre subjectivation et objectivation, il se met à distance pour s'approcher de l'intimité de ceux qui l'ont précédé, c'est en définitive à un véritable travail de pacification d'histoires communes vers lequel ces nouveaux territoires de l'archéologie nous guident.

François-Xavier Fauvelle. Il y a en réalité deux questions ici. D'abord celle du domaine « réservé » des savoirs archéologiques. En tant qu'archéologue, je sais bien que j'ai cette tentation de penser que les savoirs archéologiques sont trop techniques ou trop précieux pour être partagés. C'est néanmoins une obligation morale que de restituer (comme on dit) ces savoirs en direction du public, et tout particulièrement du public local. Je ne pense pas que la situation maghrébine fasse une grande différence : tous les archéologues, même ceux qui travaillent au bout d'un champ ou au milieu d'un parking en France, savent bien qu'il existe une demande sociale qu'il faut honorer, qu'il s'agisse de la curiosité du contribuable ou de celle du propriétaire du terrain comme du simple passant.

L'autre question est celle de la réflexivité de la discipline archéologique, c'est-à-dire de l'examen non pas seulement des traces matérielles que nous mettons au jour, mais de nos gestes, de nos intentions, de nos procédures. Il est courant de dire que l'archéologie est contrainte à l'autoanalyse parce qu'elle détruit l'essentiel de l'enregistrement stratigraphique qui est son objet d'étude : la tâche de l'archéologue est donc d'abord de décrire ses gestes d'archéologue (où j'ai fouillé, quels sols j'ai observés, quel segment de mur j'ai démonté pour atteindre une structure sous-jacente, etc.).



10. Photographie du dégagement du temple de Mercure à Dougga (ou Thugga, en Tunisie), 1904, Paris, bibliothèque de l'Institut national d'histoire de l'art, fonds Poinssot, 106, 052, 03.

Chaque archéologue sait bien qu'une collection d'objets issus de la fouille n'est rien sans la publication qui est le compte rendu des gestes ayant conduit à leur mise au jour. Il reste que cette tâche, particulièrement en situation postcoloniale, est parfois accomplie avec désinvolture, pouvant donner l'impression aux populations locales que le métier d'archéologue consiste à venir, à payer des ouvriers pour faire des trous et à emporter le mobilier collecté. Les trous laissés par l'archéologue sont perçus, par nous (les archéologues), comme le produit inévitable d'un travail historique et pédagogique, mais ils sont souvent perçus localement comme des béances laissées dans la connaissance du passé par des étrangers indécidés. Oui, opérer un retour sur la signification de nos gestes est notre devoir supplémentaire et nécessaire d'archéologues.

1. Voir, entre autres, Wiktor Stoczkowski, « L'histoire de l'archéologie peut-elle être utile aux archéologues ? », dans Philippe Boissinot (dir.), *L'archéologie comme discipline ?*, Paris, 2011, p. 221-234.
2. Louis Chatelain, *Les recherches archéologiques au Maroc – Volubilis*, Casablanca, 1918, p. 4.
3. François-Xavier Fauvelle, *Le Rhinocéros d'or. Histoires du Moyen Âge africain*, Paris, 2013, p. 275-282.
4. Chedli Klibi, *Habib Bourguiba : radioscopie d'un règne*, Tunis, 2012, p. 178-179 ; l'anecdote est rapportée par Tahar Belkhdja, *Les trois décennies Bourguiba : témoignage*, Tunis, 1998, p. 35, mais la paternité de la formule est prêtée à Bourguiba.
5. Salluste, *Bell. lug.*, 56.
6. Dans le dinar tunisien de 1969 avec Habib Bourguiba à l'avant et Jugurtha au revers, 1969 (fig. 3a-b), le roi numide est représenté en buste entre la louve romaine, Romulus et Remus, et l'équidé carthaginois. Ce Jugurtha bourguibien semble réaliser la synthèse entre les deux mythes de fondation et créer une dialectique temporelle et spatiale entre passé et présent, Carthage, la Numidie et Rome.
7. H. Hamdani, « Archéologie algérienne depuis l'indépendance (1962-1965) », dans *Bulletin d'Archéologie Algérienne*, t. I, 1962-1965, p. 1.
8. « Bilan de la recherche archéologique musulmane en Algérie (1962-2004) », dans Nouria Benghabrit-Remaoun, Mustapha Haddab (dir.), *L'Algérie, 50 ans après : état des savoirs en sciences sociales et humaines, 1954-2004*, actes du colloque (Oran, CRASC, 2004), Oran, 2008 [en ligne, URL : <http://www.crasc.dz/ouvrages/index.php/en/books/9-sommaire/47-l%E2%80%99alg%C3%A9rie-50-ans-apr%C3%A8s-etat-des-savoirs-en-sciences-sociales-et-humaines> (consulté le 20 novembre 2017)].
9. « Dahir n° 1-06-222 du 30 chaoual 1427 (22 novembre 2006) portant création de l'Institut royal pour la recherche sur l'histoire du Maroc », publié au *Bulletin officiel*, quatre-vingt-quinzième année, n° 5484, du 29 kaada 1427 (21 décembre 2006), p. 2177 et suiv. [en ligne, URL : http://www.habous.gov.ma/fr/files/insitut_bo.pdf].
10. Discours prononcé par la ministre de la Culture, Mme Khalida Toumi, à l'occasion de l'inauguration du conseil scientifique du CNRA, le 14 février 2009.
11. Premier colloque international sur le philosophe algérien saint Augustin : « Africaineté et Universalité », organisé par le Haut conseil islamique, en partenariat avec l'université de Fribourg (Suisse) à Alger, du 1^{er} au 4 avril 2001 et à Annaba du 5 au 7 avril 2001.
12. Projet « Inventaire et cartographie des lieux de culte de la Tunisie antique », mené dans le cadre d'une collaboration entre la faculté des Lettres et des Sciences humaines de Sousse, la faculté des Lettres et des Sciences humaines de Sfax, l'UMR ANHIMA et l'université de Neuchâtel, voir : <http://www.anhima.fr/spip.php?article1192>.
13. Jocelyne Dakhli, « Des ruines au patrimoine : itinéraire marocain », dans Raffaele Cattedra, Pascal Garret, Catherine Miller et Mercedes Volait (dir.), *Patrimoines en situation. Constructions et usages en différents contextes urbains*, actes du colloque (Rabat, « Les patrimoines dans la ville : de la construction des savoirs aux politiques de sauvegarde au Maroc et dans le Monde arabe », 1997), Beyrouth/Rabat, 2010.
14. Clémentine Gutron, *L'archéologie en Tunisie, XIX^e-XX^e siècles : jeux généalogiques sur l'Antiquité*, Alain Schnapp (préface), Paris, 2010.
15. Hédi Dridi, Antonella Mezzolani Andreose (dir.), *Under Western Eyes. Approches occidentales de l'archéologie nord-africaine, XIX^e-XX^e siècles*, Neuchâtel/Rome, 2017 ; Monique Dondin-Payre, Houcine Jaidi, Sophie Saint-Amans et Meriem Sebaï (dir.), *Autour du fonds Poinssot. Lumières sur l'archéologie tunisienne (1870-1980)*, Paris, 2017 [en ligne, URL : <https://inha.revues.org/7133> (consulté le 7 novembre 2017)].
16. Ce fonds est constitué d'archives réparties entre deux pôles institutionnels, des archives représentant environ 50 000 documents consultables à l'INHA, et 3 992 documents conservés à la bibliothèque Gernet-Glotz du centre ANHIMA – UMR 8210. Une équipe de documentalistes et de chercheurs lui consacre un carnet de recherches : <https://www.openedition.org/13311>.

